

Environ 150 000 entreprises ont bénéficié du prêt garanti par l'Etat

Quelque 150 000 entreprises ont eu recours au prêt garanti par l'Etat afin de soutenir leur trésorerie en difficulté en raison de l'épidémie de coronavirus, a indiqué mardi le patron de la banque publique d'investissement Bpifrance, Nicolas Dufourcq.

« À peu près 150 000 entreprises (...) vont recevoir leur prêt, pour un total de 22 milliards d'euros » , à date de samedi soir, a affirmé Nicolas Dufourcq sur BFM Business. « Face à ça, il y a à peu près 40 milliards d'euros de demandes qui sont en train d'être traitées, donc la montée en puissance du régime est très puissante, très rapide, on peut dire que ça démarre fort » , a-t-il souligné.

Pour aider les entreprises à passer le choc du confinement, l'Etat a annoncé fin mars qu'il allait garantir jusqu'à 300 milliards d'euros de prêts bancaires, soit l'équivalent de 15% du produit intérieur brut (PIB) français. Ce qui veut dire qu'en cas de non-remboursement, l'État prendra à sa charge la majeure partie du reste du crédit à rembourser. Les entreprises peuvent, quelle que soit leur taille ou leur forme juridique, demander à leur banque habituelle un prêt garanti par l'État pour soutenir leur trésorerie. Seules sont exclues de ce dispositif les sociétés civiles immobilières, les établissements de crédit et les sociétés de financement.

Bpifrance a pour sa part lancé deux fonds d'investissement pour secourir les entreprises en difficulté. Le premier est destiné « *aux PME fragilisées pour*

lesquelles l'investissement en purs fonds propres est un peu trop risqué aujourd'hui » , a affirmé Nicolas Dufourcq. Il devrait venir en aide à environ 80 PME « dans les six mois qui viennent» . Le second s'adresse quant à lui à près de 60 startups dont les levées de fonds ont été « interrompues à cause de l'arrivée de la crise Covid 19" et devrait se matérialiser « à travers des obligations convertibles » , a-t-il détaillé. « Depuis le 15 mars, nous avons déployé plus de 300 millions d'euros (...) nous continuons à clôturer un certain nombre de tours de table qui étaient menacés par le retrait de grands investisseurs» , a ajouté le directeur général de Bpifrance.

Article écrit par ANAIS RICHARDIN